

*Taxe d'accise—Loi*

Mais, blague à part, je tiens à faire remarquer au gouvernement que pas une seule étude n'a révélé qu'il serait préférable pour l'économie du Canada d'accroître la taxe de vente fédérale des montants prévus dans ce projet de loi, au lieu de réduire du quart les cadeaux et les dégrèvements fiscaux que l'on consent à l'heure actuelle aux entreprises, de façon à récupérer un montant équivalent. Voilà une idée qui permettrait de couper un peu dans le gras.

Si la ministre voulait vraiment faire quelque chose d'utile, elle accepterait cette proposition dans l'esprit où elle est faite. Le parti conservateur avait raison, lorsqu'il était dans l'opposition, de contester les mesures et l'orientation qu'elles supposaient. Le parti conservateur a fermement défendu son point lorsqu'il était dans l'opposition. Même si je ne donne pas toujours facilement mon accord, j'approuvais ce que le parti conservateur proposait lorsqu'il siégeait de ce côté-ci de la Chambre. Maintenant que j'ai fait l'effort de reconnaître qu'il avait raison lorsqu'il était ici, je ne peux que conclure qu'il a forcément tort maintenant qu'il est là-bas. Il ne peut en être autrement. Si j'étais d'accord avec lui—et je l'étais—lorsqu'il soutenait que ce n'était pas la bonne façon de procéder, et si je veux être conséquent avec moi-même, je ne peux que dire aux conservateurs: «Pourquoi n'êtes-vous pas aussi conséquents que moi et pourquoi ne vous en tenez-vous pas à ce que vous croyiez être vrai?» Ils pourraient alors envisager d'autres possibilités.

Je ne prétends pas que les mesures que nous avons proposées soient les seules applicables. Mais je dirai que la Chambre des communes—y compris, je crois, les ministériels de l'arrière-ban—et les spécialistes et analystes du pays préconisent en général une révision très approfondie de la façon d'accorder des privilèges fiscaux au secteur des sociétés. Comme celui-ci n'est tenu de suivre aucune directive ni de se conformer à aucune espèce d'engagement, il est on ne peut plus clair pour quiconque a étudié cette question que très peu d'avantages, s'il en est, découlent de l'octroi de ces 18 milliards de dollars ou du moins d'une partie importante de ce montant et que si le gouvernement décidait de réduire ce montant, cela ne causerait aucun tort durable à l'économie canadienne. Certes, peu d'avantages découlent de ce qui est proposé ici aujourd'hui.

Il suffit de voir ce qui se passe un peu partout au pays pour se rendre compte que la situation est aussi difficile aujourd'hui qu'elle l'était avant que le gouvernement ne soit élu. Les statistiques du chômage montrent très clairement que, même avec les meilleures intentions du monde, le gouvernement n'arrive pas à remplir ses engagements. En fait, dans les trois mois qui se sont écoulés depuis son avènement, les choses ont empiré pour bien des gens. On compte maintenant 50,000 Canadiens de plus en quête d'emploi que lorsque le gouvernement a été élu. On en compte 244,000 qui sont chômeurs depuis 6 à 12 mois, et dont beaucoup ne sont plus admissibles aux prestations d'assurance-chômage. On en compte aussi 130,000 qui sont chômeurs depuis plus d'un an. Le nombre des chômeurs à long terme au Canada—c'est-à-dire ceux qui le sont depuis plus d'un an—est beaucoup plus élevé maintenant qu'il ne l'était il y a un an. Il a en fait augmenté d'environ 180 p. 100. Ces Canadiens ne seront pas heureux des mesures qui ont été présentées jusqu'ici.

Le gouvernement parle de confiance, mais c'est chose difficile à mesurer. Le premier ministre a admis qu'il était difficile de mesurer la confiance; il est difficile de la faire entrer dans

l'équation et de calculer quelles en seront les répercussions. J'en conviens. J'espère sincèrement que les mesures gouvernementales donneront des résultats et je vais dire pourquoi à la Chambre. Je l'espère, parce que si elles ne donnent pas de bons résultats, le pays va se trouver dans un épouvantable pétrin. Les mesures qui ont été prises depuis le 4 septembre imposeront d'énormes difficultés à un grand nombre de Canadiens. On prévoit qu'elles mettront de 50,000 à 100,000 personnes au chômage d'ici la fin de l'année prochaine. Je frémis à la pensée que les programmes à long terme ne donnent pas les résultats escomptés après que ces Canadiens, entre autres, auront enduré ces sacrifices additionnels.

● (1430)

Voilà, selon moi, la difficulté, car que signifie la confiance? C'est un bien beau mot, mais comment la mesure-t-on? Comment peut-on mesurer la confiance lorsque l'on n'a pas de travail et que personne n'embauche dans la région? Comment la mesurer lorsqu'on sort du secondaire et qu'on n'a pas les moyens d'aller à l'université? Comment mesurer la confiance lorsque l'on possède une maison et qu'en raison des coupures budgétaires on ne peut plus payer l'hypothèque et on doit la vendre? Comment la mesurer lorsque, petit entrepreneur dans une localité rurale, on constate que le seul employeur de cette localité va fermer ses portes? Que dit-on aux employés de cette entreprise qui ferme? Le mot confiance est un bien beau mot. On peut dire que l'on a une confiance de tous les diables, mais cela dit, où sont les emplois? Où sont les possibilités d'emploi et la croissance? Où voyons-nous les signes de développement prometteur? La situation dont a hérité le gouvernement n'était déjà pas rose, mais c'est encore bien pire maintenant qu'il a décidé de l'aggraver encore. C'est ce qui se produit, non seulement du fait de cette mesure mais surtout de l'exposé économique présenté par le ministre des Finances il y a quelques semaines.

Il est impossible de créer des emplois en aggravant le chômage. On ne peut pas décider de supprimer toute une série de programmes, avec la conséquence inévitable que des gens seront mis à pied, et s'attendre à ce que tout le monde estime, d'une façon ou d'une autre, que cette mesure a créé des emplois. Ce n'est simplement pas le cas.

Je voudrais dire au ministre, par votre intermédiaire, monsieur le Président, que nous devons cesser ce jeu et considérer la réalité de la situation canadienne. Nous avons connu des périodes économiques fastes, mais la chose que je remarque, dans l'histoire moderne de notre développement, c'est que le secteur privé n'a jamais été prêt, de sa propre initiative, à se développer au rythme du reste du monde. Le secteur privé, en dépit de toutes les subventions dont je parlais, n'a jamais été prêt à investir au Canada pour suivre l'évolution de la technologie. Malgré toutes les subventions qui ont été accordées au secteur privé, il n'a jamais vraiment fait de la recherche et du développement. Et c'est pourtant sur ce plan-là qu'il faut évaluer son rendement. Il n'a pas fait preuve de dynamisme pour trouver de nouveaux débouchés. Je dirais que, dans l'ensemble, il a manqué de dynamisme. Au contraire, il a systématiquement refusé toute offensive sur de nouveaux marchés.